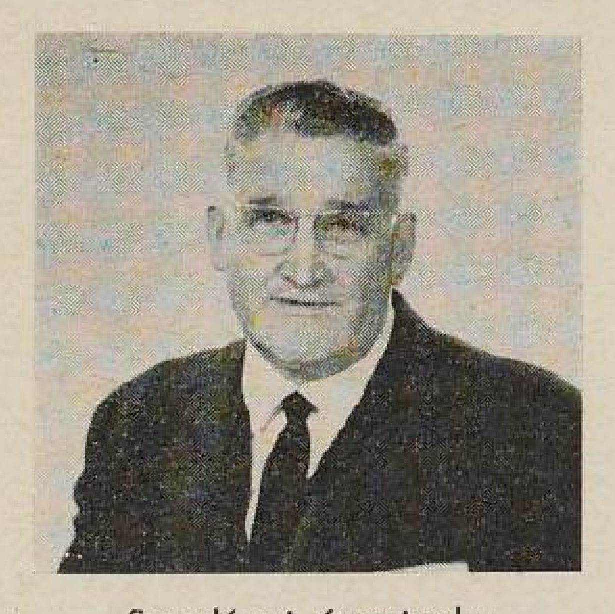
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE MARS 1967 - 3e Circonscription de l'Essonne

CANDIDAT UNIQUE DU COMITÉ D'ACTION
POUR LA Ve RÉPUBLIQUE



Roger BARBEROT

Ambassadeur,
Grand Officier de la Légion d'Honneur,
Croix de la Libération,
Croix de guerre (11 palmes),
Officier de la Résistance,
Distinguished Service Cross (U.S.A.),
Grand Officier du Mérite Centrafricain,
du Mérite Nigérien...



Suppléant éventuel :
Albert DIWO
Maire de Morangis,
Directeur industriel,
ancien Résistant.

Electrices, Electeurs,

Pour la troisième fois depuis le début de la Ve République, le peuple français tout entier va être appelé, le 5 mars prochain, à se prononcer, dans les élections législatives générales, sur les grandes options qui détermineront l'avenir du pays.

INSTITUTIONS DE LA Ve REPUBLIQUE.

Si l'on tient compte des quatre référendums, on constate que jamais les Français, au cours de leur histoire, n'ont été aussi souvent, aussi directement et aussi complètement consultés sur les grandes affaires du pays.

Aucun régime antérieur n'a été, comme celui de la Ve République, fondé aussi solidement sur le consentement populaire et n'a été, de ce seul fait, plus démocratique. Parler de pouvoir personnel en parlant des institutions que le peuple français s'est librement données, est bafouer la volonté populaire, et son expression.

UNITE DE CANDIDATURE DE LA MAJORITE Ve REPUBLIQUE.

Je suis le candidat unique de la Majorité Ve République dans la 6e circonscription de l'Essonne.

Ceci implique, pour moi, de défendre l'Unité de la majorité, gage de cohérence et d'efficacité.

Cela implique aussi pour les Gaullistes de Gauche que nous sommes (Convention Gauche Ve République) de faire entendre notre voix au sein de la majorité. Car la discipline stricte et librement consentie qui sera celle de la majorité Ve République de demain ne peut avoir d'autre fondement que la libre confrontation préalable et le dialogue.

GAULLISTE DEPUIS 1940.

Puisque je me présente à vos suffrages, il est normal que vous sachiez qui je suis et ce que j'ai fait.

Depuis juin 1940, mon histoire se confond avec celle du gaullisme ; officier de marine sur un croiseur de la flotte française d'Alexandrie, mis aux arrêts pour avoir lancé un appel pour continuer la lutte, j'ai pu, après une évasion mouvementée, rejoindre les Forces Françaises Libres et participer à tous leurs combats.

Quand la guerre s'achève, j'ai trente ans, je suis Capitaine de Frégate (Lieutenant-Colonel), Compagnon de la Libération, Commandeur de la Légion d'Honneur et l'officier le plus décoré de la Marine.

En 1947, je démissionne de l'Armée pour soutenir l'entreprise que mène le Général de Gaulle pour rassembler les Français sur des tâches nationales. C'est la « longue marche dans le désert » qui se heurtera au mur des intérêts partisans.

J'entre alors dans le secteur privé (électronique), jusqu'en 1956 où je suis rappelé, sur ma demande, pour servir en Algérie avec le grade de Colonel.

Un an plus tard, en opposition fondamentale avec l'action que les gouvernements de Messieurs Guy Mollet, Bourgès-Maunoury et autres poursuivent en Algérie, je quitte à nouveau l'Armée.

En mai 1958, je fais donc naturellement partie des Gaullistes de Gauche qui soutiennent le Général de Gaulle et qui s'opposent à ceux qui veulent infléchir à droite la politique gaulliste : Soustelle et ses amis.

Ambassadeur de France en République Centrafricaine depuis 1960, puis en Uruguay depuis 1965, je continue à servir.

C'est en homme d'action et non en professionnel de la politique que je me présente devant vous...

POLITIQUE EXTERIEURE.

Cela ne suffit pas que la France soit en PAIX avec le monde ; elle entend, partout dans le monde, promouvoir une politique qui conduit à la détente et à la Paix générale.

Mais ceci implique que la France soit libre et indépendante, qu'elle ne soit assujettie à personne et qu'elle ne puisse être, contre son gré, entraînée dans des conflits ou des guerres.

Et ceci explique la nécessité pour la France de posséder elle-même les moyens de garantir cette indépendance.

La constitution de la force de frappe entraîne une réduction des effectifs et des dépenses militaires (plus faibles en proportion que celles des grandes puissances, Etats-Unis et U.R.S.S., mais aussi Allemagne de l'Ouest et Angleterre).

Ces dépenses n'empêchent pas la France de mettre l'Education nationale au premier rang des priorités et d'accroître de 450 %, de 1958 à 1967, les crédits qui lui sont affectés.

POLITIQUE INTERIEURE.

Cette politique dynamique et réaliste au service de la Paix et de la coopération est possible parce que la France a un gouvernement stable, un budget équilibré (pour la première fois depuis 35 ans), une économie en expansion. C'est avec un bilan impressionnant dans tous les domaines que la V[e] République se présente aujourd'hui devant vous.

Il n'est pas besoin de chiffres pour se rendre compte que les écoles, stades, équipements collectifs de tous ordres se multiplient dans le pays, que nous avons des prix Nobel, que nous triomphons sur les stades et sur les pistes, que la France accède au domaine spatial.

PROCHAINE LEGISLATURE.

C'est maintenant que la France peut tirer le bénéfice de l'immense effort de redressement qui a été fait.

Voici donc venue l'heure de la grande politique sociale annoncée par le Général de Gaulle et le Chef du gouvernement de la majorité.

Il ne s'agit de rien moins que de définir de nouveaux rapports entre les travailleurs et la société industrielle moderne et d'associer l'ensemble des travailleurs à la responsabilité et aux profits de l'entreprise.

Tâche difficile car il ne s'agit pas de compromettre les résultats obtenus : équilibre financier et expansion économique, faute de quoi nous n'aurions à offrir que la répartition de la pénurie.

Cette plus juste répartition des bénéfices de la société nouvelle ne doit pas oublier ceux qui ont été les victimes d'une mutation historique : les rapatriés d'Algérie ou d'autres territoires qui peuvent prétendre à une juste indemnisation.

Devant la concentration des pouvoirs de décision technique, il faut renforcer la garantie des libertés ; développer les moyens d'action des élus de la nation ; supprimer un Sénat dont l'existence, dans sa forme actuelle, n'est plus justifiée; assurer la représentation des collectivités territoriales et des groupes économiques et sociaux ; restituer aux collectivités locales les moyens d'une action efficace par une réforme municipale et la réduction du nombre des communes.

SUR LE PLAN LOCAL.

Sur le plan local, je n'ai qu'un objectif : réaliser.

Ceci signifie : soutenir à fond les projets d'équipements qui vous concernent et dont la réalisation est la préoccupation majeure des habitants, qu'il s'agisse des équipements scolaires, sportifs et sociaux, des logements et des communications.

C'est de suivre ces projets tant au stade de la conception que de l'exécution pour éviter que les réalisations soient freinées ou contrariées, voire sabotées, par la lourdeur et l'inertie administrative, l'incompétence et les manœuvres des partisans.

C'est établir un dialogue avec les municipalités et les habitants pour que ceux-ci fassent entendre leur voix dans l'élaboration du plan et l'exécution des projets qui le concernent.

J'ai déjà en main une grande partie de vos dossiers. Il nous faut : **des zones industrielles pour créer de l'emploi à la porte de vos résidences, des équipements collectifs qui donnent une ossature à vos cités, des moyens de transport à votre mesure d'homme, des zones de détente où la verdure l'emporte sur le béton.**

CONCLUSION.

— Parce que vous voulez agir et non subir,

— Parce que vous choisirez l'efficacité et non les discours,

— Parce que vous êtes pour 1980 et non pour 1930.

Vous voterez ROGER BARBEROT

GAUCHE V[e] RÉPUBLIQUE

ALBERT DIWO, suppléant

Vu le Candidat :

Imp. E. Dauer, Paris.